

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Serbie

situation sociale et anarcho-syndicalisme

CNT-AIT

CNT-AIT
Serbie
situation sociale et anarcho-syndicalisme

Consulté le 29 août 2016 de kropot.free.fr
Extrait de *HOBOTb* n° 11 - février 2003

fr.theanarchistlibrary.org

Table des matières

Situation de la classe ouvrière en Serbie	6
Présentations et actions de l'Initiative Anarcho-Syndicaliste	8
Contre la guerre et les nationalismes, unité des révolutionnaires des Balkans	10

autres camarades des Balkans, ont toujours été et restent sur des positions clairement internationalistes. Aussi, contre les haines nationales et les guerres qui ont déchiré la péninsule, les anarcho-syndicalistes de Serbie travaillent en étroite collaboration avec des anarchistes de toute la région des Balkans. Et c'est avec des groupes anarchistes de Slovénie, de Croatie (des organisations anarcho-syndicalistes devraient d'ailleurs prochainement voir le jour dans ces pays), de Macédoine, de Roumanie, de Grèce et de Turquie, que l'IAS prépare activement la conférence anarcho-syndicaliste des Balkans qui se tiendra à Belgrade à la fin du mois d'avril 2003.

Pour conclure, on peut citer les mots d'un camarade serbe :

« Dans l'avenir, tout est possible en Serbie. Notre organisation peut se développer considérablement, tout comme elle peut s'effondrer rapidement. »

A un niveau plus général du rapport entre les classes, tout semble possible également : une classe ouvrière pressurisée, mais combative, un rejet des politiciens de tout poil, mais aussi une réaction qui reste présente. Raison de plus pour apporter un soutien à nos camarades serbes, véritables révolutionnaires qui, en plus, ont su garder une profonde humanité.

Après une nuit de trajet en bus, c'est dans la matinée que l'on arrive à la frontière entre la Hongrie et la Yougoslavie. Peu avant la douane hongroise, le chauffeur collecte de l'argent auprès des passagers, en grande majorité des ouvriers yougoslaves immigrés en France qui rentrent au pays pour les fêtes, environ cinq euros par personne, pour « éviter les ennuis » avec les douaniers hongrois. Dans le bus, on entend de nombreuses anecdotes sur des heures passées à la frontière, parfois dans le froid ou sous la pluie, lorsque cet argent n'était pas versé. Cette simple mésaventure de voyage démontre ce qu'est la réalité des forces répressives dans cette région du monde. Douaniers, comme flics et militaires, ne sont pas simplement un « groupe d'hommes armés » au service de la classe dirigeante, mais aussi un groupe d'hommes armés qui arrondissent leurs fins de mois en rackettant les prolétaires. Il ne viendrait d'ailleurs à l'idée de personne, en Yougoslavie, d'aller porter plainte devant les flics ou les tribunaux, tout le monde, surtout dans les classes populaires, faisant en sorte d'avoir à faire le moins possible avec ces gangsters en uniforme. D'un côté comme de l'autre de la frontière, les douaniers se sont d'ailleurs tous considérablement enrichis grâce à l'embargo qui frappait si violemment le peuple de Yougoslavie.

La frontière passée, le bus traverse les villages misérables et quartiers industriels de la plaine de Voïvodine, cette région du nord de la Serbie. Sur les piliers d'un pont, de nombreuses affiches rouges et noires. Deux personnages de bande dessinée, un homme et une femme, y disent : « Chérie, pour qui vas-tu voter aux élections ? » demande l'homme ; « Voter c'est pour les nuls, moi je suis pour la révolution », répond la femme. C'est une affiche de l'*Initiative Anarcho-Syndicaliste*, organisation anarcho-syndicaliste de Serbie. Une affiche anti-électorale dans ce pays où, malgré trois tours, il n'y a toujours aucun président élu, le peuple s'abstenant à plus de 50%. Il serait bien sûr absurde d'affirmer que ces taux d'abstention records ne proviennent que des campagnes de l'IAS. L'IAS, en prônant l'abstention, est en phase avec un sentiment général de rejet des politiciens par la population. Comment s'en étonner ? Non seulement les conditions de vie ne font que s'aggraver, mais en plus les politiciens apparaissent, peut-être encore plus clairement qu'en France, comme de sinistres escrocs. Prenons Kostunica, le candidat nationaliste qui a succédé à Milosevic. Les médias et démocrates de France l'avaient encensé, transformé en « champion de la démocratie » contre la dictature. Nationaliste, ce politicien s'est fait connaître en écrivant dans les bulletins néo-nazis financés et édités par l'Église Orthodoxe Serbe. Un de ses sujets favoris était de tenter de réhabiliter les collabos pro-fascistes serbes de l'occupation nazie de la Yougoslavie, expli-

quant qu'ils n'étaient pas tant pro-nazis qu'anti-communistes, etc. Lors de son accession au pouvoir, les groupes néo-nazis se sont d'ailleurs sentis confortés et soutenus depuis le haut de l'État. Quant à l'adversaire politique principal de Kostunica, le premier ministre serbe Zoran Djindjic (ultra-libéral), sa principale réalisation est d'avoir été celui qui, avec 750.000 dinars, a été le plus grand vainqueur yougoslave du jeu télévisé « Qui veut gagner des millions » en 2002.

Situation de la classe ouvrière en Serbie

Si la prestation du premier ministre serbe à « Qui veut gagner des millions » a une valeur comique incontestable, la situation du prolétariat serbe, par contre, n'a pas de quoi faire sourire. Aujourd'hui encore, 70% environ de l'économie est nationalisée, mais l'année 2003 devrait voir une accélération du processus de privatisations, privatisations qui se traduiront par des licenciements massifs. Dans les entreprises qui ont déjà été privatisées, de nombreux ouvriers, licenciés, se sont suicidés, d'où le slogan des camarades de l'IAS, « les privatisations c'est le vol et le meurtre ». Actuellement, le taux de chômage officiel n'est que de 10% environ, mais ce chiffre est falsifié : héritage de la dictature de Milosevic, de nombreux travailleurs n'ont pas été licenciés mais « mis en congés forcés », avec même pas de quoi vivre. Et, conséquence de la nouvelle politique libérale, des travailleurs se sont vus proposés, en compensation à une perte d'emplois, de « monter leur entreprise ». Ils ont ainsi bénéficié d'une petite somme d'argent, somme qu'ils devront rembourser d'ici quelques années, alors que peu sont ceux qui ont réussi à monter une affaire un tant soit peu viable. Le travail au noir et l'économie parallèle sont donc très présents dans l'économie serbe. Une simple ballade dans le marché de Belgrade suffit pour s'en convaincre, avec tous ces gens qui tentent de vivre en vendant tout et rien, quelques bricoles, une tablette de chocolat et quelques cacahouètes, voire des objets personnels. Et, il faut avoir à l'esprit que Belgrade jouit d'une situation exceptionnelle : pour éviter un soulèvement, les travailleurs de la capitale reçoivent tous leurs salaires de façon régulière, un miracle par rapport à ce que vivent les autres travailleurs yougoslaves. Si la classe ouvrière yougoslave devait donner un nom à l'enfer, elle le nommerait certainement Bor. La ville de Bor, non loin des frontières roumaine et bulgare de la Yougoslavie, est une cité industrielle et minière. C'est une ville où l'on travaille et où l'on crève. Un restaurant et un cinéma, seules distractions offertes à la population, si ce n'est l'alcool. Une ville où le blanc n'existe pas, tout y est gris, ou noir, des fumées des usines et de la

Encore aujourd'hui, de nombreux villages d'ex-Yougoslavie, ainsi que des villes comme Belgrade, Dubrovnik et surtout Sarajevo, restent marqués par la tragédie guerrière des années 1990. Si en Serbie, on peut toujours trouver des calendriers à la gloire de Karadjic et d'autres criminels de guerre, le nationalisme est loin d'atteindre le niveau qu'il avait atteint peu après les bombardements de l'OTAN. La Bosnie-Herzégovine, par contre, reste divisée entre *Republika Srbska* (entité serbe) et la Fédération croato-musulmane (elle-même subdivisée entre entités croates et musulmanes) comme prévue par les accords de Dayton en 1995. Officiellement, la Bosnie-Herzégovine ne serait qu'un seul et même État, mais les Serbes n'ont pas besoin de passeports pour passer la frontière avec la partie serbe de Bosnie, tout comme les Croates peuvent entrer dans la fédération croato-musulmane avec une simple carte d'identité. Par contre, si un serbe veut entrer en Bosnie par la partie croato-musulmane, ou un croate par la région serbe, un passeport est nécessaire. Et, encore aujourd'hui, le bus Belgrade-Sarajevo ne s'arrête pas dans le centre (musulman) de la capitale bosniaque, mais dans un faubourg éloigné de quelques kilomètres, en *Republika Srbska*. Le Kosovo reste officiellement une région de la Serbie, mais sous contrôle des troupes occidentales, cette région n'est pas soumise à l'autorité de Belgrade. Et d'ailleurs, à moins d'être un homme d'affaire, se rendre au Kosovo est du domaine de l'impossible pour un serbe. Les tensions entre nationalistes albanais de l'UCK et slaves restent vives en Macédoine... Officiellement, la guerre en Yougoslavie, avec ses dizaines de milliers de victimes, de morts, de blessés, de femmes violées, et de drames humains toujours présents (réfugiés, familles déchirées, amitiés brisées, histoires d'amour avortées...), est terminée, mais les foyers de tensions, les haines nationalistes maintenues par les clergés de toutes les religions, et les sources de conflits restent présentes, et ce ne sont pas les stupides affiches de l'ONU ventant son oeuvre, la création d'une « police démocratique » en Bosnie, qui y changera quelque chose. Première chose d'ailleurs que des immigrés yougoslaves montrent lorsque le bus arrive à Belgrade : un terrain vague, où, il y a quelques années il y avait un immeuble, détruit lors des bombardements de l'OTAN. Les répercussions de ces bombardements sont d'ailleurs toujours peu connues, puisque la plupart des bombes balancées par l'OTAN, avec la bénédiction des Verts en particulier, étaient truffées d'uranium appauvri.

Si, dans des salons militants de Paris ou d'autres villes occidentales, certains « révolutionnaires », voire des « anarchistes » se félicitaient de « la guerre anti-fasciste menée par l'OTAN contre Milosevic », exigeaient « des armes pour la Bosnie » (comme s'il n'y avait pas déjà eu bien assez d'armes dans cette région du monde !) ou soutenaient l'UCK, les camarades de Serbie, comme les

même moment, des dizaines d'homophobes ont violemment chargé le cortège de la *gay pride*. Les flics présents sur les lieux sont restés passifs, l'un d'entre eux déclarant qu'ils n'avaient pas pour mission « de protéger des tapettes ». Les militants et militantes anarcho-syndicalistes étaient eux aussi présents afin de lutter aux côtés des gays et lesbiennes contre les homophobes, fascistes et autres noirs corbeaux de la réaction.

L'exemple de la *gay pride* de Belgrade démontre bien le rôle réactionnaire joué par l'Église Orthodoxe Serbe. Omniprésente dans tout le paysage serbe, on peut trouver des icônes dans les salles de la mairie de Belgrade, ou des crucifix dans les voitures de police de ce pays officiellement laïc. Plus grave encore, l'Église Orthodoxe Serbe, non seulement finance l'édition de publications fascistes ou néo-nazis, mais était et reste un des endroits où se propage la haine nationaliste et la propagande belliciste. Comme l'écrivait Jaroslav Hasek dans *Le brave soldat Chvéïk*, « c'est toujours au nom d'une divinité bienfaitrice, sortie de l'imagination des hommes, que se prépare le massacre de la pauvre humanité ». Les guerres qui ont ensanglanté l'ex-Yougoslavie n'ont pas échappé à cette règle. Et aujourd'hui encore, au milieu de villages de la *Republika Srpska* encore marqués par la guerre, trône flambant neuf, une église orthodoxe, tandis que dans les quartiers périphériques de Sarajevo, à côté des immeubles criblés de balles et d'obus, s'élèvent de toutes nouvelles mosquées financées par l'Arabie Saoudite, et que des villages croates sont illuminés par d'immenses croix catholiques. Ceux qui sont cause des guerres n'en meurent jamais, c'est la loi militaire de base. Et ceux qui, au nom de la Sainte Croix Orthodoxe, de l'Église Apocalyptique Romaine ou de Alla et de son prophète Mahomet, bénissaient les canons, chantaient la messe et célébraient les sacrifices humains, peuvent, à peine la guerre terminée, jouir de locaux pour sanctifier les bouchers en uniforme d'hier et de demain. L'IAS prévoit donc d'organiser une campagne d'affiches contre l'Église Orthodoxe Serbe, campagne qui apparaît donc indispensable, quant bien même elle heurtera les sensibilités d'une partie de la population yougoslave.

Contre la guerre et les nationalismes, unité des révolutionnaires des Balkans

Les Balkans en général, et l'ancienne Yougoslavie en particulier, ont été ensanglantés par les guerres et les nationalismes durant tout le 20^{ème} siècle.

poussière du charbon. C'est d'ailleurs le taux d'enfumage des appartements qui y détermine le prix d'un loyer. Unique « garantie » contre une trop forte pollution, un salarié est chargé d'observer la fumée des usines et de prévenir si elle est « trop noire ». Bien sûr cette pollution ne fait pas que de noircir le paysage, elle s'incruste aussi et surtout dans les poumons des habitants, enfants compris. Un camarade qui y était allé a ensuite été malade pendant une semaine. Ici, l'espérance de vie est de 48 ans. Une enfance dans la crasse des cheminées d'usine et de la poussière de charbon, une « vie » à se faire exploiter dans la mine... Le capitalisme occidental a, quant à lui, trouvé une autre utilisation au complexe industriel et minier de Bor : il y exporte ses déchets radio-actifs qui y sont stockés dans des puits de mines. Ceci, bien sûr en toute illégalité, mais qu'importe, les directeurs du complexe se remplissent les poches, plusieurs milliards de dinars, des sommes inimaginables pour le commun des serbes.

Comme dans les autres pays de la péninsule des Balkans, la minorité rom constitue généralement la fraction la plus pauvre du prolétariat. A Belgrade, comme dans les autres villes du pays, les Roms sont parqués dans de véritables bidonvilles, loin du centre. Vivant de petits travaux, de récupération voire de mendicité, la politique actuelle des autorités est de « permettre aux Roms de vivre de leurs activités traditionnelles », ce qui, clairement, signifie les faire vivre de la récupération des vieux papiers et autres détritiques. Les discriminations racistes à l'encontre des Roms sont fréquentes, avec par exemple l'interdiction d'entrer dans de nombreux magasins. Un scandale a récemment éclaté en Yougoslavie : une touriste cubaine, au teint mat, prise pour une tzigane, s'est vu interdire l'entrée d'un supermarché. Autre exemple de discrimination : les Roms, considérés comme « alliés des serbes » par les nationalistes albanais ont du fuir le Kosovo. Or, si les Serbes réfugiés du Kosovo ont bénéficié d'une (très petite) aide de la part de l'Église Orthodoxe, les Roms, par contre, n'ont eu le droit à rien.

Si, partout dans le monde, les liens entre le capital et la mafia sont des plus naturels, dans la période dite de transition que traverse la Yougoslavie, transition entre le capitalisme d'État titiste et le capitalisme privé libéral, les mafieux et criminels qui se sont enrichis sous la dictature de Milosevic forment la base principale de la nouvelle bourgeoisie serbe. Ce n'est pas ici que le capitalisme se cache derrière une supposée légalité civilisée, la société bourgeoise se montre telle qu'elle est, sans le fard des réglementations commerciales. Les exemples sont nombreux d'entreprises qui ont été privatisées et où un certain nombre d'actions ont été remis aux travailleurs, et, peu après, un homme d'affaire, accompagné de quelques gros bras, est venu convoquer les travailleurs nouvel-

lement petits actionnaires : un prix, généralement très bas, est proposé, et si l'ouvrier refuse de vendre ses actions, l'argument est la batte de base-ball des gorilles. De tels agissements sont de notoriété publique, les libéraux au pouvoir théorisent d'ailleurs l'insertion des mafieux dans l'économie légale, expliquant que, dans tous les pays, c'est ainsi que ce sont constitué les États et bourgeoisies modernes. Au moins, on ne peut reprocher aux ultra-libéraux serbes de tenter de masquer la brutalité de l'économie capitaliste sous un vernis idéologique.

Beaucoup plus réjouissant, les couches successives de la pseudo-autogestion titiste puis de l'effondrement de l'État yougoslave, font qu'ici ou là, des entreprises sont réellement aux mains des travailleurs. C'est ainsi que le plus grand hôtel de Cacak est géré par les employés eux-mêmes, employés qui déterminent la politique salariale, l'utilisation des bénéfices, et élisent le gérant pour une durée d'un an. Bien entendu, cette autogestion, vivant sous la tutelle de la dictature du Parti ou de l'économie de marché, n'est pas le socialisme. Mais elle n'en demeure pas moins une expérience intéressante, démontrant que les ouvriers n'ont besoin ni des patrons ni de l'État, pour faire tourner l'économie. Dans plusieurs villes et usines de province aussi, des travailleurs, en dehors de toute idéologie, parti ou syndicat, forment ici ou là des comités ouvriers et luttent, avec des méthodes souvent radicales, pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, le plus souvent pour exiger le paiement de leurs salaires.

Présentations et actions de l'Initiative Anarcho-Syndicaliste

C'est dans ce contexte que luttent les camarades de l'IAS, l'Initiative Anarcho-Syndicaliste (ASI, *Anarho-Sindikalisticke Inicijative*, en serbo-croate). Organisés auparavant sous le nom d'Initiative pour des Anarcho-Syndicats, l'Initiative Anarcho-Syndicaliste a tenu son congrès fondateur à Belgrade le 19 octobre 2002. Cette organisation rassemble des groupes dans différentes villes du pays, comme Belgrade, Novi Sad, Cacak, Sabak, etc. Organisation jeune, les statuts ont été faits de façon à pouvoir être rapidement modifiés selon l'évolution de l'IAS, mettant en avant à la fois la réalité actuelle, basée sur des groupes de propagande, et la volonté de construire des syndicats de branche et d'entreprise. Une des activités principales de l'IAS est la propagande en direction des usines. C'est ainsi que leur journal, *Direkna Akcija* (action directe) est tiré à 1500 exemplaires, dont 1000 sont diffusés aux portes des entreprises de Serbie. Ces diffusions ne se font

pas toujours sans difficultés, les camarades devant faire face aux responsables syndicaux réformistes et aux vigiles. Pourtant, malgré tout, *Direkna Akcija* a un impact sur les travailleurs serbes. Ainsi, afin de trouver un bouc émissaire aux difficultés du processus de privatisations (de nombreuses entreprises, vétustes, n'intéressent pas les capitalistes), des politiciens ont dénoncé publiquement le bulletin des camarades de l'IAS, indiquant que ce serait cette presse anarcho-syndicaliste qui ferait fuir les investisseurs étrangers. Plus intéressant, les camarades ont d'excellents contacts avec les mineurs de Bor. C'est d'ailleurs dans cette ville que l'on compte le plus grand nombre d'abonnés à *Direkna Akcija*. Selon un camarade, les travailleurs de cette ville formant « une classe ouvrière comparable à celle décrite par Marx, qui n'a vraiment rien à perdre », la perspective de la révolution sociale apparaît comme la seule alternative crédible. Une réunion publique devrait d'ailleurs avoir très prochainement lieu dans cette ville afin d'y présenter l'anarcho-syndicalisme et probablement d'y implanter l'organisation. En plus d'une activité strictement syndicaliste, les camarades espèrent à moyen terme pouvoir y présenter des pièces de théâtre ou des concerts afin de faire face au vide culturelle que subit la population de la ville.

Si *Direkna Akcija* traite essentiellement des problèmes et des luttes de la classe ouvrière, les camarades de l'IAS veulent en faire, plus qu'un simple bulletin de propagande, un véritable mensuel. On y trouve donc des articles sur l'histoire du mouvement ouvrier et libertaire, histoire complètement passée sous silence tant par le régime titiste que par l'actuel pouvoir ultra-libéral. Régulièrement, des articles traitent du féminisme, ce qui est complètement nouveau en Serbie. Il arrive d'ailleurs aux camarades de prendre des positions qui, dans le contexte actuel de la Serbie, sont très impopulaires. Ce fut notamment le cas lorsqu'ils ont apporté leur soutien à la *gay pride* de Belgrade le 30 juin 2001, alors que l'homophobie reste très implantée dans le pays. Dès le 28 juin d'ailleurs, des affiches non signées apparaissaient sur les murs de Belgrade afin d'appeler à empêcher « cette orgie anti-chrétienne, homosexuelle, immorale et perverse. » Prévue à 14 heures 30, les premières agressions homophobes contre la *gay pride* ont eu lieu 20 minutes plus tard, un jeune homme blond se faisant tabasser par des fascistes. Si les gays et lesbiennes yougoslaves étaient environ 300, les homophobes par contre étaient 600 à crier « Serbie ! Serbie ! Mort aux pédés ! ». Zarko Gavrilovic, pope de l'Église Orthodoxe Serbe, a pris la parole pour expliquer « je suis venu ici pour protester pacifiquement contre la déviance. Nous n'avons pas combattu contre le communisme pour que des satanistes le remplace. Nous voulons une Serbie divine, sur la base des lois de Dieu. » Au